

Le Bonnet Rouge

BUREAUX : 14, rue Drouot Paris (9^e)

Quotidien Républicain du soir

Le Numéro : Cinq Centimes

TÉLÉPHONE : Central 69-70 et Central 80-62

DIRECTEUR : Miguel ALMEREYDA

Un an : PARIS 20 fr. ; DÉP^t 24 fr. ; ÉTRANGER 32 fr.

L'action, nécessaire à l'école, doit donc être appuyée par une action semblable, en dehors, là où les enfants peuvent contracter des habitudes et des défauts.

Nous disons qu'il importait de bien faire comprendre aux parents l'utilité de l'enseignement et nous ajoutons que le meilleur moyen pour aboutir à un bon résultat dans ce sens, c'était de rendre l'enseignement, jusqu'à présent trop théorique et incompris, plus pratique, pour que la masse encline à tout critiquer, lorsqu'il s'agit de donner un effort, puisse se rendre compte de l'utilité du temps dépensé quotidiennement, pendant six heures, par les jeunes enfants, dans les écoles publiques.

Lorsque l'enseignement sera reconnu comme une nécessité, la fréquentation scolaire, si souvent assurée d'une façon déplorable, deviendra régulière, et les conséquences heureuses se feront immédiatement sentir. L'amour de l'étude, activé par les encouragements enthousiastes des parents, contribuera à redonner à notre pays une place qu'il avait perdue, grâce à une nonchalance désastreuse, sur le terrain économique et commercial.

De l'avenir de l'Enseignement dépend l'avenir de la France. C'est là une vérité que nous ne répéterons jamais assez.

Mais il ne faudrait pas que les effets d'une bonne fréquentation scolaire soient détruits, par la non-application d'une bonne méthode pédagogique.

Nous le répétons, il y a les enseignements de l'école, mais il y a aussi les enseignements de la rue, les rues servant de théâtre à d'autres, généralement les se contrecarrent.

Il faut veiller sur les spectacles qui peuvent quotidiennement inciter les enfants à se départir du bon esprit, que des maîtres dévoués s'efforcent de leur faire acquérir.

Enfin, tout récemment, la Compagnie américaine Oriental Navigation l'achetait et le baptisait du nom d'Orléans, sous lequel il voyage aujourd'hui. Ses dimensions sont les suivantes : longueur, 98 mètres, largeur au maître-couple, 13 mètres ; il cale 4 mètres.

Non, elle travaille dans une industrie de guerre : elle est « bourgeoise et crâne » ; son patron se nomme Gustave Hervé.

Très drôle, approuva le petit monsieur rabougré ; puis il reprit : — Si vous aimez les distractions littéraires et artistiques, nous pourrions organiser des réceptions, des soirées. Je connais Barres...

— Tiens, le barbier de mon oncle ! — Non ! l'académicien ! — Pourquoi dites-vous non ? Ça peut parfaitement être le même.

Le petit monsieur rabougré ressentit une légère contrariété, mais continua : — Des amis se chargeraient d'amener le président du Conseil...

— J'aurais le droit de fumer tranquillement, dans un petit coin, pendant vos réceptions ? occupa-t-elle brusquement.

Emballé par son désir d'emporter l'acquiescement de la belle fille, le petit monsieur rabougré n'entendit point la question.

— A son prochain voyage à Paris, poursuivait-il, le Premier anglais consentirait peut-être à faire une apparition chez nous.

— Perte de temps blâmable, monsieur, prononça-t-elle avec un accent sévère.

— Et, s'arrêtant : — Vous n'avez pas abordé le point le plus palpitant : les enfants.

Le petit monsieur rabougré sembla inondé d'une joie soudaine ; il bomba son torse, cambra ses reins et assura : — Excellent pour le service de la reproduction.

A ce moment, deux gamins qui se poursuivaient le boulesboulèrent et il pivota sur soi-même.

— Sacrés gosses ! maugréa-t-il.

Et il constata que la belle fille avait profité de l'incident pour filer à l'anglaise.

Monsieur BADIN.

LES MENSONGES de "l'Action Française"

Chaque fois que Léon Daudet a diffamé quelqu'un, et que ses victimes le traitent devant les tribunaux, en l'invitant à justifier ses accusations, le directeur de l'Action Française tente de se dérober.

Tantôt il réclame les bénéfices de la prescription.

Tantôt il fait plaider l'incapacité du tribunal.

Bref, il use de tous les moyens dilatoires que la procédure met à la disposition des gens auxquels une explication publique, devant les tribunaux, inspire d'insurmontables appréhensions.

C'est ce Daudet-là, cet éternel fuyard, qui, ce matin, ose prétendre que, dans le procès que M. Miguel Almereyda lui a intenté, notre Directeur se dérobe.

Ce procès devait venir le 16 février. Comme il arrive, l'avocat de M. Miguel Almereyda, M. de Monzie, député du Lot, ne pouvait, pour des raisons personnelles, plaider ce jour-là. Il demanda et obtint — ce qui ne se refuse jamais — une remise : l'affaire viendra le 20 avril, et, ce jour-là, Léon Daudet pourra voir que, loin de songer à se dérober, notre Directeur se fera un plaisir de donner le plus de publicité possible à ce procès, dont il a pris l'initiative.

Et si, par extraordinaire, Daudet, ce jour-là, ne se dérobe pas, ne cherche pas des échappatoires, n'essaye pas un essai de fuite vers le fameux maquis, ce sera la première fois.

Les Chiens de guerre

Jusqu'à ce jour, différents services étaient chargés, à titres divers de l'utilisation des chiens aux armées.

Le ministre de la guerre avait reconnu la nécessité d'une unité de direction et d'une organisation technique d'ensemble, à décider, conformément aux vœux exprimés par la Commission de l'armée du Sénat, que tous les services s'occupant des chiens aux armées et à l'intérieur, seraient centralisés en un seul, dénommé : Service des chiens de guerre.

Ce service, qui sera confié à des spécialistes, s'occupera non seulement des avis des autorités militaires employant les chiens, mais encore de ceux qui pourront trouver auprès des personnes qui ont étudié et pratiqué le dressage et l'utilisation des chiens de guerre.

— Non mais, c'est vrai votre mensonge ? Vous épousez, vous ? — Pourquoi pas ? — Dame, tourné comme vous l'êtes, vous ne craignez point d'être cocu ? — Je suis Français, mademoiselle, et j'ignore la crainte. D'ailleurs, je possède mes séductions, ajouta le petit monsieur rabougré, sur un ton confidentiel et en prenant un air avantageux.

L'idée que ce gosse ratatiné, mais très

LE BLOCUS FORCÉ

L'«Orléans» EST à Pauillac

Alors que l'on attendait l'arrivée du cargo américain Rochester, de la Compagnie Kerr, c'est l'autre, l'Orléans, de l'Oriental Navigation, qui vient d'atteindre le premier les côtes françaises.

En effet, l'agence d'information publiée ce matin la dépêche suivante : Bordeaux, 26 février. — L'Orléans est arrivé en Gironde. Il sera à Pauillac ce soir à 5 heures et demain à Bordeaux.

Si l'Orléans a précédé le Rochester, quoique ce dernier soit d'un tonnage supérieur, c'est que le paquebot de l'Oriental Navigation possède des machines plus puissantes : 320 chevaux.

Rappelons que l'Orléans est commandé par le capitaine Laurence et a été construit en 1905 à Dumbarton. Il appartient d'abord à la Compagnia Argentina de Navigacion Nicolas Mihanovich ; il s'appelait alors le Menepahit. Il changea une première fois de nom et devint l'Avenaleda, et fit partie, jusqu'en 1916, de la flotte de la Kerr Steamship Line, celle-là même à laquelle appartient le Rochester.

Enfin, tout récemment, la Compagnie américaine Oriental Navigation l'achetait et le baptisait du nom d'Orléans, sous lequel il voyage aujourd'hui. Ses dimensions sont les suivantes : longueur, 98 mètres, largeur au maître-couple, 13 mètres ; il cale 4 mètres.

États-Unis et Autriche

LA REPONSE DE L'AUTRICHE

Genève, 26 février. — D'après la « Münchener Augsburgter Abendzeitung », la réponse de l'Autriche à la note de M. Wilson est définitivement rédigée ; elle est conçue en termes identiques à celle faite par l'Allemagne, c'est-à-dire qu'elle approuve la guerre sous-marine à outrance.

Le commerce américain et l'arrêt du trafic

New-York, 26 février. — L'arrêt complet du trafic maritime a suscité dans les milieux commerciaux et industriels un mécontentement qui augmente tous les jours.

Les marchandises à destination de l'Europe continuent à arriver de tous les points des États-Unis dans les ports de la côte atlantique comme New-York et Philadelphie, mais elles s'accumulent sur les quais, les bateaux n'ayant pas encore reçu les garanties suffisantes pour prendre le large.

Ce n'est pas seulement le trafic européen mais aussi le trafic sud-américain qui se trouve atteint, car l'impossibilité de décharger les wagons dans les docks, produit une immobilisation de matériel roulant et rareté ainsi les moyens de transport dans les États du centre et du centre-ouest.

Commentant le discours de M. Lloyd George, une grande partie de la presse américaine fait observer que la décision prise par l'Angleterre de restreindre ses importations aggrave encore la situation économique des États-Unis et que, pour conjurer la crise, il faut que la guerre sous-marine cesse au plus tôt. — (Radio.)

A BATONS ROMPUS

« Dialogue »

Quand la belle fille eut atteint la place Figgalle, elle se retourna brusquement et interpella en ces termes le petit monsieur rabougré qui la suivait depuis la rue de la Paix.

— Je suis une honnête personne, monsieur, et j'arrive dans mon quartier. Je n'entends pas être compromise, auprès des gens qui me connaissent, par la présence à mes trousses d'un marcheur de votre genre. Veuillez donc passer votre chemin.

Le petit monsieur rabougré qui, sans doute, en avait vu et entendu bien d'autres dans son existence de galantin ne parut pas démonté.

— Je suis, moi aussi, une honnête personne, mademoiselle, répliqua-t-il, et c'est pour le plus honnête des motifs que je me suis attaché à vos pas...

— Connue la chanson ! ricana la belle fille.

— Je ne doute point qu'on vous l'ait dit fredonnée, vous êtes assez jolie pour cela, marivauda le petit monsieur rabougré. Mais moi, c'est en toute sincérité et amoremus que je ti la module.

— Ça veut dire ?

— Ça veut dire que j'ai l'honneur de vous demander votre main...

— Rien que la main ? Et au pied levé ?

— Votre blague montmartroise existe du piquant à vos charmes, et mon existence auprès de vous serait un enchantement sans cesse renouvelé.

— Non mais, c'est vrai votre mensonge ? Vous épousez, vous ?

— Pourquoi pas ?

— Dame, tourné comme vous l'êtes, vous ne craignez point d'être cocu ?

— Je suis Français, mademoiselle, et j'ignore la crainte. D'ailleurs, je possède mes séductions, ajouta le petit monsieur rabougré, sur un ton confidentiel et en prenant un air avantageux.

L'idée que ce gosse ratatiné, mais très

AU PARTI RADICAL

En Faveur D'UN Congrès

Après le bureau du Comité exécutif, après la puissante Fédération de la Gironde, la Fédération de la Seine du parti radical et radical-socialiste vient, à son tour, de se prononcer en faveur de la réunion d'un Congrès national du Parti.

C'est au cours de sa réunion plénière d'hier que la Fédération radicale de la Seine a pris cette importante décision.

Le nombre des militants qui tirent à assister à cette réunion montre combien le parti radical tient au Congrès.

Il n'y eut, en effet, pas moins de deux cent cinquante délégués qui prirent part à la réunion d'hier. Ils représentaient les diverses organisations radicales et radical-socialistes de Paris et de la Seine.

L'assemblée était saisie de deux ordres du jour :

1^o Un ordre du jour déposé par M. Armand Charpentier, réclamant la réunion d'un Congrès national, cette année ;

2^o Un ordre du jour déposé par M. Lucien Bauzin, favorable aussi à la réunion d'un Congrès, mais déclinant et limitant les questions qui seraient soumises au Congrès.

UNANIMITE

M. Lucien Bauzin se rallie à l'ordre du jour de M. Armand Charpentier, et c'est ce dernier ordre du jour qui fut adopté à l'unanimité.

Les militants radicaux firent mieux encore : le groupe radical de la Chambre s'était, par 33 voix contre 10, sur 169 membres que compte le groupe, déclaré hostile à la réunion d'un Congrès national du Parti ; les militants radicaux de la Seine, dans leur réunion d'hier, exprimant le désir de voir le groupe parlementaire revenir sur ce vote et se rallier à l'opinion des électeurs.

L'ordre du jour Charpentier a été adopté à l'unanimité.

L'ACTION SOCIALE

L'aréunion avait à statuer sur diverses autres questions.

Elle approuva, à l'unanimité, les conclusions d'un rapport de M. Colies, président de l'Union générale des employés de chemin de fer, sur les transports.

A l'unanimité aussi, la Fédération vota une motion présentée par M. J. Cahen, « invitant les élus du parti à demander à la Chambre que le projet de loi sur les vœux des ouvriers et des réformés soit discuté d'urgence, avant d'être soumis à la discussion du projet de loi sur les loyers. »

La Fermeture des Théâtres

Chez les artistes musiciens

Le conseil syndical des artistes musiciens a organisé ce matin à la Bourse du Travail une réunion de ses adhérents pour avis sur des mesures à prendre devant la situation créée aux musiciens d'orchestre par la fermeture des théâtres.

Des orateurs nombreux demandèrent la grève.

Le Conseil syndical commanda la patience.

On lui objecta le succès, éphémère peut-être, mais succès tout de même de l'action d'hier des machinistes et accessoiristes. Leur menace de cesser tout travail si l'intégrité de leurs salaires ne leur était pas versée a inquiété les directeurs. Ceux-ci n'ont pas voulu perdre la recette d'une matinée de dimanche et ont, pour la plupart, des samedi soir, acquiescé au désir des machinistes.

Aujourd'hui, les uns ayant réussi, à leur tour, les musiciens veulent tenter une même opération.

Demain, la Fédération du Spectacle propose une réunion où seront discutées les promesses du ministre de l'Intérieur et qui sont :

1. De faire supporter à l'Etat l'indemnité proposée aux chômeurs des spectacles ;

2. De faire cesser la fermeture partielle aux premiers jours de mars.

3. D'inviter les directeurs à considérer plus équitablement les conditions d'existence de leur personnel.

Mais la question de grève générale n'a été décidée dans ce sens.

Plusieurs de nos confrères ont annoncé que le théâtre de l'Apollon avait fait appel à la main-d'œuvre militaire pour suppléer au manque de machinistes. Cette information est exacte, et il ne faut pas envisager en pareil cas, l'emploi des hommes mobilisés.

Lorsqu'il s'agit d'une entreprise publique ou intéressant la défense nationale, le concours de la main-d'œuvre militaire est simplement question de personnel.

Un jeune ouvrier, âgé de 17 ans, Robert Assa, demeurant 4, passage Maurice, a été assailli le nuit dernière, avenue Ledru-Rollin, à la hauteur du 122, par plusieurs individus qui le frappèrent violemment au bras et à la tête. Dérangés par l'arrivée de quelques passants, les bandits prirent la fuite.

Un des agresseurs, Paul Grandvallet, 17 ans, ouvrier décolleur, demeurant 11, rue Alexandre Dumas, a pu être arrêté. Il a, jusqu'à présent, refusé de dénoncer ses complices.

Robert Assa, dont l'état ne paraît pas très grave, a néanmoins été transporté à l'hôpital Saint-Antoine.

Bourse de Paris

DU LUNDI 26 FÉVRIER 1917

Le marché se raffermi et les transactions sont assez actives.

Fonds d'Etat : Français 3 0/0, 61.85 ; 5 0/0, 87.55 ; 5 0/0 non lib., 88.05. — Russe consol., 4 0/0, 60.

Actions diverses : Lyon, 1 015. — Monaco, 2 860 ; 1 574. — Transatlantique ord., 225. — Téléphones, 415. — Cauchoucs, 160. — Hartmann, 519. — Métro, 560. — Branck ord., 458. — Toula, 1 329.

me (avril 1914), et plus particulièrement de la collaboration avec l'ennemi.

La séance de l'après-midi commença à trois heures. Quelques orateurs formulèrent des critiques au sujet de l'attitude trop intransigente suivie par la direction dans la question de la collaboration socialiste aux œuvres d'assistance civile. Mais, ainsi qu'on s'y attendait, on parvint sans peine à faire voter un ordre du jour de conciliation approuvant l'action du Parti et de son organe quotidien central l'Avant.

On passa ensuite à la discussion de la participation au Congrès inter-allié. M. Lazzari fit un exposé des accords pris jusqu'ici à ce sujet. Il insista surtout sur le nombre de voix dont pourrait disposer le parti socialiste officiel italien. Les orateurs qui prirent ensuite la parole exprimèrent des opinions contradictoires. Deux tendances s'affirmèrent : l'une pour tarder au Congrès de Paris sans condition ; l'autre pour mettre, comme condition, la conclusion d'un accord des socialistes italiens, l'exclusion des délégués des groupes dissidents. Un délégué des chambres de travail affirma que les socialistes italiens étant certains de se trouver à Paris dans une situation d'infériorité, devaient tout simplement s'abstenir. La suite des débats fut renvoyée à aujourd'hui. — (Radio.)

P. S. — Comme hier, nous publions cette dépêche sans prendre la responsabilité des informations et appréciations qu'elle contient.

Le Double Assassinat de Maisons-Alfort

A la recherche du criminel

En l'absence de son mari mobilisé, Mme Marie Gamelle, âgée de 26 ans, exploite une ferme, 151, Grande-Rue, à Maisons-Alfort. Les étables abritent une trentaine de vaches et la vente ou lait constitue le plus clair des revenus de la famille.

Hier matin, Mme Poirier, mère de la fermière, inquiète de ne pas voir celle-ci, monta dans la chambre à coucher et trouva Mme Gamelle et sa plus jeune fille, âgée de quatre ans, gisant sur le lit ensanglantées ; toutes deux avaient été assassinées.

L'enquête à laquelle hier après-midi il fut procédé semble établir que le vol est le mobile du crime.

Le criminel commettant les habitudes de la maison a emporté un porte-monnaie contenant 20 francs et qui était dans la poche du tablier de la victime, une sacoche contenant 200 francs environ, la recette quotidienne, un kilo de sucre acheté la veille et deux litres, dont on a retrouvé les morceaux dans un petit chemin allant vers Arcueil.

Mme Poirier, la fille de ferme et deux vachers, l'un Espagnol, l'autre Suisse, n'ont rien entendu. La porte d'entrée a été trouvée intacte et fermée. D'autre part, une assés grosse somme d'argent déposée dans une pièce voisine n'a pas été volée. Les apaches n'ont même pas été aperçus.

NOTRE ENQUETE

Nous sommes rendus ce matin à Maisons-Alfort, où se trouvent encore plusieurs inspecteurs de la police judiciaire, chargés de l'enquête.

« La Lessure relevée sur la tête de Mme Gamelle, nous a dit l'un d'eux, n'a pas été faite avec un couteau comme on le prétend, mais avec un instrument confondant, probablement une « gouge » de menuisier, qui a occasionné une plaie circulaire.

La victime était morte dans sa chambre à 10 heures du soir. Comme elle avait l'habitude de lire au lit, il est tout à fait possible qu'elle se soit endormie avec son ouvrage.

Le meurtrier a dû pénétrer dans la maison avant la fermeture des portes de la ferme, qui a lieu à huit heures. Il a dû se cacher sous le lit. Quand il est accompli son crime, il a recouvert avec un drap le corps de ses deux victimes.

A la ferme, située sur la grande route, à un kilomètre de la ville, nous avons pu rencontrer la belle-sœur de la victime.

« Il est certain, nous a-t-elle dit, que l'assassin commettait nos habitudes. Il nous est difficile toutefois de préciser nos soupçons, car ces derniers mois, nous avons employé plusieurs individus qui ne sont restés que peu de temps à notre service.

A l'heure actuelle, nous avons deux domestiques, un espagnol et deux autres depuis quatre mois, et un suisse. »

M. Gaurelle, mobilisé, a été prévenu de crime par télégramme, il n'est point encore arrivé à Maisons-Alfort.

Nos Feuilletons

AUJOURD'HUI

A Travers les Sports

FAITS DIVERS

AGRESSION NOCTURNE

Un jeune ouvrier, âgé de 17 ans, Robert Assa, demeurant 4, passage Maurice, a été assailli le nuit dernière, avenue Ledru-Rollin, à la hauteur du 122, par plusieurs individus qui le frappèrent violemment au bras et à la tête. Dérangés par l'arrivée de quelques passants, les bandits prirent la fuite.

Un des agresseurs, Paul Grandvallet, 17 ans, ouvrier décolleur, demeurant 11, rue Alexandre Dumas, a pu être arrêté. Il a, jusqu'à présent, refusé de dénoncer ses complices.

Robert Assa, dont l'état ne paraît pas très grave, a néanmoins été transporté à l'hôpital Saint-Antoine.

Bourse de Paris

DU LUNDI 26 FÉVRIER 1917

Le marché se raffermi et les transactions sont assez actives.

Fonds d'Etat : Français 3 0/0, 61.85 ; 5 0/0, 87.55 ; 5 0/0 non lib., 88.05. — Russe consol., 4 0/0, 60.

Actions diverses : Lyon, 1 015. — Monaco, 2 860 ; 1 574. — Transatlantique ord., 225. — Téléphones, 415. — Cauchoucs, 160. — Hartmann, 519. — Métro, 560. — Branck ord., 458. — Toula, 1 329.

Georges CLAIRE F.

SURVEILLONS les spectacles de la rue

Tous ceux qui ont le souci de l'avenir moral et physique de la jeune génération n'auront à cœur de nous aider à mener à bien les réformes, tant au point de vue de l'enseignement proprement dit (réforme des programmes, innovations utiles, que nous avons demandées au cours d'une série d'articles sur l'École de demain), qu'au point de vue hygiénique que nous avons préconisé dans le Bonnet Rouge.

Mais il ne faudrait pas croire que l'éducation s'arrête à l'école. Les influences multiples du dehors, les exemples pernicieux suffisent pour détruire tous les effets du meilleur enseignement.

Il est donc important de porter un peu plus de notre attention sur cet enseignement quotidien et fructueux, parce que sans cesse renouvelé, apporté par les multiples spectacles observés, au cours des promenades dans les voies publiques, jardins, squares, transports en commun, etc.

Communiqués

93^e JOUR DE LA GUEURRE

Hier, en fin de soirée, un de nos détachements a fait irruption dans les lignes allemandes près de Ville-sur-Tourbe. De nombreux ahrs ont été détruits ; des prisonniers, du matériel raménés.

Deux coups de main ennemis, l'un sur nos tranchées au nord de Beaulieu (nord-est de Soissons) ; l'autre sur un de nos postes au nord-ouest d'Avocourt, ont échoué. Nous avons fait des prisonniers, dont un officier.

Canonade intermittente sur quelques points du front.

La Guerre Méridionale

Dans la journée d'hier, nos pilotes ont abattu trois avions allemands. L'un de ces appareils est tombé dans nos lignes, vers Mércy, région de Rigoris ; le second au sud de Pinon (Aisne) ; le troisième, au sud-est d'Altkirch.

Nos escadrilles de bombardement ont lancé de nombreux projectiles sur les lignes ennemies, un dépôt de munitions, près de Spincourt, où de nombreuses explosions ont été entendues, ainsi que sur le terrain et les hangars de Buzancy et les voies ferrées d'Ar-sur-Moselle, les gares de Bousserwiller et de Westling (région de Wissembourg).

Dernières Dépêches

Au Jour le Jour

L'Action Politique ET SOCIALE

Les Planches

Aux Écoutes

La Hollande et les torpillages

Délibérations ministérielles

Londres, 26 février. — J'apprends que les ministres ont conféré samedi sur la situation difficile créée par la récente « erreur » allemande. On prévoit généralement que quelques jours se passeront avant qu'ils fassent connaître publiquement la voie qu'ils auront décidée de suivre.

On suggère généralement de fermer les frontières pour que la Hollande ne puisse pas plus longtemps servir à ravitailler l'Allemagne et aussi afin de chasser les milliers d'espions allemands qui infestent le pays et qui épuisent ses faibles ressources en blé.

Ces deux mesures seront bien accueillies par la population qui les estime parfaitement raisonnables. — (L'Information.)

L'autour des torpillages

Londres, 26 février. — Suivant les récits des marins des navires hollandais torpillés, ces marins restèrent quinze heures dans des embarcations que les vagues recouvraient de temps en temps; insuffisamment habillés, les équipages souffrirent cruellement du froid.

Le sous-marin allemand avait 250 pieds de longueur; il portait à l'avant un canon d'assez gros calibre; sur le pont on ne découvrit aucune superstructure, ni le moindre indice d'installation radio-télégraphique. A un moment donné, on aperçut une vingtaine de marins. — (L'Information.)

Sous-marin allemand interné

Londres, 26 février. — On mande d'Amsterdam que le correspondant à l'« Evening Telegraph » dit que le sous-marin allemand qui s'échoua vendredi sur la côte hollandaise sera interné; il est parti hier soir à 6 heures pour Veers; l'équipage sera probablement retenu à Bergen-op-Zoom. — (L'Information.)

Les débats au Reichstag

Le bon plaisir des militaires

Lausanne, 26 février. — Commentant la dernière séance du Reichstag, les Dernières Nouvelles de Munich écrivent: « Les débats qui ont eu lieu au Parlement ont clairement démontré que le régime du bon plaisir régnait plus que jamais en maître absolu dans les milieux militaires. Il est vraiment regrettable que le Reichstag continue à perdre son temps à discuter si les lois d'Empire sont ou non appliquées. » — (L'Information.)

Le service civil

Lausanne, 26 février. — D'après la Neue Badische Landes Zeitung, le Reichstag sera appelé, dans sa séance de mardi, à voter la ratification du projet de loi sur le service civil obligatoire et son application immédiate. — (L'Information.)

UN DISCOURS DU CHANCELIER

Berne, 26 février. — (D'un correspondant.) — Tous les journaux allemands annonçant que le chancelier prononcera demain mardi un grand discours au Reichstag.

Après M. de Bethmann-Hollweg, prendront également la parole les députés socialistes Scheidemann et Kuhn.

Les Nouvelles Visites

Pour l'application de la loi

Le Journal Officiel a publié ce matin l'arrêté du ministre de la guerre qui fixe tous les détails d'application de la loi du 20 courant sur la visite des exemptés et réformés.

Le délai de déclaration de situation prendra fin le 7 mars inclus.

Les opérations des commissions de réforme qui siègent actuellement dans chaque chef-lieu d'arrondissement commenceront le 16 mars. Une séance de clôture aura lieu le 16 avril au chef-lieu de chaque département, et le 1er mai à Paris.

Les maires pourront assister à l'examen des inscrits de leur commune.

Pour renseigner nos lecteurs et leur permettre de connaître exactement les instructions du ministre, nous publierons demain le texte intégral de l'arrêté.

A Travers les Sports

L'Aviation d'après-guerre

VERS LE SERVICE POSTAL AERIEN

Malgré de bien grosses erreurs, difficilement explicables d'ailleurs, et pour lesquelles il ne nous serait permis aucune critique, l'incompétence militaire était inattaquable, il est certain que l'aviation a fait en ces trente-deux mois de guerre un véritable pas de géant.

Et comme il est à supposer, malgré toute l'admiration que nous pouvons avoir du génie britannique, que la guerre de Cent ans n'a aucune chance de se renouveler, rien de plus naturel à ce que les constructeurs et les chercheurs actuels aient songé dès maintenant à ne pas laisser perdre, la guerre finie, le fruit de leur travail et de leurs efforts.

L'information suivante indique tout au moins qu'ils y ont pensé :

Madrid, 22 février. — Le ministre des postes, M. Franco Rodriguez, a eu une entrevue avec le président d'un syndicat des constructeurs français d'aéroplanes. Il se propose d'organiser un service postal aérien entre les grandes villes d'Espagne. Il estime que l'énorme stock d'aéroplanes construits pendant la guerre pourra ainsi, après le rétablissement de la paix, être utilisé pratiquement.

On ne peut que louer l'initiative prise par le ministre des postes espagnol. Mais il nous faut par contre regretter qu'elle n'ait pas été envisagée par le gouvernement français; car nous voulons croire qu'avant d'entrer en pourparlers avec un puissant constructeur étranger, nos constructeurs ont présenté notre gouvernement sur cette question.

N'est-ce pas à nous, Français, de profiter des quelques avantages que cette hor-

"Qu'ils mangent des brioches!"

Ce n'est pas à Versailles; nous ne sommes pas à la veille de la révolution et il y a du pain. Mais le mot de Marie-Antoinette peut être redit avec une légère variante.

Ne voulant pas manger du « boulot » ou du « fendu » trop rassis, les Parisiens se sont jetés sur les brioches, et le succès a été des plus vifs hier et aujourd'hui encore. En quelques instants, au début de la matinée, les boulangers virent leurs piles de brioches diminuer puis disparaître entre les mains de leurs clients. Et tel amateur qui se voyait d'avance le bon goût de la brioche trempée dans le chocolat ou le café au lait se trouva devant une corbeille vide.

Bordeaux sans gaz ?

Bordeaux. (De notre correspondant.) — La crise du charbon s'aggrave ici de jour en jour.

Il est probable que la Compagnie du gaz sera très prochainement obligée de cesser toute fabrication et que la population sera ainsi menacée d'être privée de gaz pour un certain temps.

Maison à vendre

Le maréchal Joffre qui avait, pour quelque temps, élu domicile à Auteuil a quitté son hôtel.

Aujourd'hui une pancarte se balance à la grille de l'immeuble, annonçant que la « maison est à vendre en totalité ».

La Seine monte

Le niveau du fleuve qui, pendant la période de violents froids que nous venons de traverser avait très sensiblement baissé, vient, à nouveau, à s'élever.

Les eaux des eaux reprend plus rapide. De Troyes à Nogent, on constate une hausse variant de 37 à 41 centimètres.

Le Triomphe de la Pipe

Elle était proscrite, méprisée parce qu'elle paraissait en France un peu trop « paillard ». Elle a pris sa revanche avec la guerre. Nos « patus » et les « tommies » l'ont réhabilitée. Et ce triomphe de la pipe a pour conséquence heureuse de faire vivre de nombreux ouvriers du Jura.

Les fabricants de Saint-Claude manifestent, en effet, une grande activité, car la production est inférieure à la consommation (16 fabricants occupent 3.205 personnes avant la guerre en occupent maintenant 1.877). La main-d'œuvre masculine fait défaut. Aussi les industriels ont-ils créé ou transformé les machines et modifié certaines opérations dans la fabrication pour employer des femmes et des enfants. Cette évolution dans les moyens de fabrication rencontre des difficultés, notamment la pénurie d'ouvriers expérimentés. Les demandes du commerce français ont triplé depuis la guerre. L'étranger reçoit 80 000 de ses commandes. La production journalière de Saint-Claude serait, d'après une enquête faite par la Chambre syndicale, de 350 grosses environ; la moyenne des salaires nets est de 4 fr. 70 par jour pour 272 postouvriers; de 4 fr. 15 pour 111 reboviseurs; de 8 fr. 30 pour 58 éboucheurs. Cette dernière profession est facilement accessible aux mutilés; une école spéciale vient d'être créée pour eux.

LES ÉPAVES DE LA GUERRE

L'évacuation de la Roumanie a augmenté le nombre déjà considérable des réfugiés en Russie. Le chiffre des malheureux qui, jusqu'au 15 septembre 1917 avaient cherché refuge en Russie, s'élevait jusqu'à 2.300.000. Ils se répartissaient dans les divers gouvernements, dans la proportion suivante : Grodno, 72,7 %; Volhynie, 15 %; Choum, 8,9 %; Kovna, 6,4 %; Minsk, 6,2 %; Vinnica, 5,6 %; Courlande, 5,5 %; Livonie, 4,7 %; Lomia, 3 %; Varsovie, 2,7 %; Vittebsk, 2 %; Souvalki et Lublin, 1,7 % et autres gouvernements, moins de 10 %; et d'après leur nationalité : Ukrainiens et Blancs Russiens, 1.108.788; Polonais, 232.160; Juifs, 125.310; Lettons, 118.781; Lithuaniens, 47.459; Arméniens, 14.525; Esthoniens, 2.143 et autres, 79.287.

« L'Outro-Rossi » affirme que dans le gouvernement d'Ekaterinoslav seulement, il y a plus de 100.000 réfugiés roumains. Dans le comté de Poltava, plus de 25.000 dit le « Reich ». C'est surtout les gouvernements de l'Ukraine qui offrent la plus large hospitalité aux Roumains.

L'Action des Partis

Dans le Parti Socialiste

A propos de l'article de M. Pressmann, et des protestations contre l'envoi d'une circulaire internationale, dans nous sommes fâchés l'écho, nous communiquons la note que voici :

Un député socialiste de la Haute-Vienne a cru devoir protester, dans le dernier numéro du Populaire, contre une circulaire envoyée aux fédérations du parti par le Comité pour la défense du socialisme international, autrement dit par le Comité de propagande de la minorité.

Ce député n'a pas qualifié pour désavouer l'action d'un comité dont il n'est pas membre et qui entend être maître de ses décisions.

La circulaire envoyée aux fédérations, le 6 et le 7 du mois de plusieurs réunions du comité de propagande et des membres minoritaires de la C. A. P. et du groupe parlementaire. Elle a été communiquée, qui plus est, au député protestataire qui a déclaré ne pas désavouer.

Elle est bien l'œuvre du comité — ou tout au moins de la majorité du comité pour la défense du socialisme international et non pas de quelques camarades sans mandat.

Elle n'est d'ailleurs pas autre chose qu'une mesure de propagande, et on ne saurait y voir, sans traverser la pensée et les intentions de ses auteurs, un appel à la scission que, « la guerre durant », la minorité est unanime à repousser.

Nous nous expliquons sans longuement sur ce point comme sur les autres (le prochain numéro du Populaire et, s'il le faut, devant le parti).

Michel Alexandre, Jeanne Halbwachs-Gourdeux, Maurice Maurin, Marianne Bauze, Parmentel, Raoul Veruelt.

Réunions et Communiqués

11^e, Jeunesse. — A 20 h. 30, 9, rue du Général-Blaiss, Causerie.

20^e, Jeunesse. — A 20 h., 23, rue Boyer.

École des Hautes Études Sociales. — A 15 heures, M. Guille Le Senneux. Le samedi, M. Paul Hervieu. — A 17 heures, M. André de La Chapelle. — Législation de la presse. Les relations et les conflits du journal avec les fonctionnaires et les gouvernements.

Ligue française de l'enseignement. — A 16 h., 2, rue Récamier, conférence par M. Léon Bérand. L'Art français et la guerre.

Les Conseils de Guerre

On le condamne pour insoumission Mais il n'était pas Français...

Cette fois, voici un texte que la Censure ne nous interdira pas de publier, quelque ennui qu'elle en ait. Sa publication au Journal Officiel et son affichage ont, en effet, été ordonnés par un arrêt de la Cour de cassation du 22 octobre 1916, et M. Girodon, greffier en chef de la cour, a pris soin de le publier, comme c'était son devoir.

Ce texte sert à reproduire tout entier, et il justifierait bien des commentaires, mais, trop heureux d'éviter cette fois l'insoumission d'Anastasia, nous allons nous contenter de citer les passages les plus curieux, laissant à nos lecteurs le soin de tirer de cette lecture les enseignements qu'elle comporte.

Nous citons :

Extrait des minutes de la cour de cassation. La cour.

La cour. Le conseiller Georges Leclercq, en son rapport, et M. l'avocat général Peyssonnie en ses conclusions :

Après en avoir délibéré en la chambre du conseil :

Attendu, etc.

Sur la recevabilité...

Attendu, etc.

Sur l'état de la procédure :

Attendu que l'acte de poursuite, en ce qui concerne le défendeur, est régulier et régulier, etc.

Attendu que par jugement du 1er conseil de guerre permanent du gouvernement militaire de Paris en date du 11 février 1916 (Rocher) n° 4 à Venches (Suisse), le 19 novembre 1916, a été condamné à deux ans d'emprisonnement pour insoumission en temps de guerre :

Attendu que l'acte de poursuite, en ce qui concerne le défendeur, est régulier et régulier, etc.

Attendu que la découverte de la véritable nationalité de ce défendeur, qui n'est pas un Français, résulte de ce qu'il a été condamné

pour insoumission; qu'il y a lieu, dès lors, de casser le jugement précité,

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement du 1er conseil de guerre permanent du gouvernement militaire de Paris en date du 11 février 1916 dans toutes ses dispositions; et attendu qu'il ne reste rien à juger qui puisse être qualifié comme ou délit.

Déjà qu'il n'y a lieu à renvoi; ordonne qu'en conséquence de l'article 446 du code d'instruction criminelle, le présent arrêt sera imprimé, qu'il sera transcrit sur les registres du 1er conseil de guerre permanent du gouvernement militaire de Paris et que mention en sera faite en marge du jugement annulé.

On appréciera ce que valent certaines enquêtes qui conduisent pourtant souvent à des sanctions irréparables. Nous n'en dirons pas plus.

Les Services du BONNET ROUGE

NOS PERMANENCES

Semaine du 26 février au 3 mars

MARDI, de 10 h. 1/2 à midi. Différends sur les loyers et questions juridiques.

VENDESDI, de 11 h. à midi. Questions fiscales économiques et sociales. Conseils pour la déclaration obligatoire de l'impôt sur le revenu.

MERCREDI, de 6 à 7 h. soir. Questions militaires. Pensionnés-Réformés.

LOyers et questions juridiques.

Consultez tous les soirs notre tableau de permanence, il peut subir des modifications.

M. Sébastien Faure et la Ligue Antialcoolique

Nous avons déjà entretenu nos lecteurs de la question posée par M. Sébastien Faure à MM. Jouhaux, Quillien, Caubin, ainsi qu'à Mme Séverine.

M. Sébastien Faure s'étonne aujourd'hui, dans son journal, que Mme Séverine seule ait eu le courage de répondre nettement.

« Est-il admissible, demande le directeur de « Ce qu'il faut dire » que MM. Jouhaux, Quillien et Quillien n'aient aucune opinion ? N'ont-ils pas eu le temps de s'en faire une ? »

« Et certes, les auteurs du théâtre Fémina s'assemblent, sur les lieux, à leurs camarades des grands et petits théâtres. »

« Actuellement, les choses demeurent en l'état. Chacun demeure sur ses positions et brandit ses prétentions. »

« Les artistes engagés pour jouer la revue qui devait faire l'ouverture, attendent angoissément la solution. »

« Ils prient instamment le ministre de l'Intérieur de modifier le décret de clôture. »

« Et certes, les auteurs du théâtre Fémina s'assemblent, sur les lieux, à leurs camarades des grands et petits théâtres. »

« Actuellement, les choses demeurent en l'état. Chacun demeure sur ses positions et brandit ses prétentions. »

« Les artistes engagés pour jouer la revue qui devait faire l'ouverture, attendent angoissément la solution. »

« Ils prient instamment le ministre de l'Intérieur de modifier le décret de clôture. »

« Et certes, les auteurs du théâtre Fémina s'assemblent, sur les lieux, à leurs camarades des grands et petits théâtres. »

« Actuellement, les choses demeurent en l'état. Chacun demeure sur ses positions et brandit ses prétentions. »

« Les artistes engagés pour jouer la revue qui devait faire l'ouverture, attendent angoissément la solution. »

« Ils prient instamment le ministre de l'Intérieur de modifier le décret de clôture. »

« Et certes, les auteurs du théâtre Fémina s'assemblent, sur les lieux, à leurs camarades des grands et petits théâtres. »

« Actuellement, les choses demeurent en l'état. Chacun demeure sur ses positions et brandit ses prétentions. »

« Les artistes engagés pour jouer la revue qui devait faire l'ouverture, attendent angoissément la solution. »

« Ils prient instamment le ministre de l'Intérieur de modifier le décret de clôture. »

« Et certes, les auteurs du théâtre Fémina s'assemblent, sur les lieux, à leurs camarades des grands et petits théâtres. »

« Actuellement, les choses demeurent en l'état. Chacun demeure sur ses positions et brandit ses prétentions. »

« Les artistes engagés pour jouer la revue qui devait faire l'ouverture, attendent angoissément la solution. »

« Ils prient instamment le ministre de l'Intérieur de modifier le décret de clôture. »

« Et certes, les auteurs du théâtre Fémina s'assemblent, sur les lieux, à leurs camarades des grands et petits théâtres. »

« Actuellement, les choses demeurent en l'état. Chacun demeure sur ses positions et brandit ses prétentions. »

« Les artistes engagés pour jouer la revue qui devait faire l'ouverture, attendent angoissément la solution. »

« Ils prient instamment le ministre de l'Intérieur de modifier le décret de clôture. »

« Et certes, les auteurs du théâtre Fémina s'assemblent, sur les lieux, à leurs camarades des grands et petits théâtres. »

« Actuellement, les choses demeurent en l'état. Chacun demeure sur ses positions et brandit ses prétentions. »

« Les artistes engagés pour jouer la revue qui devait faire l'ouverture, attendent angoissément la solution. »

« Ils prient instamment le ministre de l'Intérieur de modifier le décret de clôture. »

« Et certes, les auteurs du théâtre Fémina s'assemblent, sur les lieux, à leurs camarades des grands et petits théâtres. »

« Actuellement, les choses demeurent en l'état. Chacun demeure sur ses positions et brandit ses prétentions. »

« Les artistes engagés pour jouer la revue qui devait faire l'ouverture, attendent angoissément la solution. »

« Ils prient instamment le ministre de l'Intérieur de modifier le décret de clôture. »

« Et certes, les auteurs du théâtre Fémina s'assemblent, sur les lieux, à leurs camarades des grands et petits théâtres. »

« Actuellement, les choses demeurent en l'état. Chacun demeure sur ses positions et brandit ses prétentions. »

« Les artistes engagés pour jouer la revue qui devait faire l'ouverture, attendent angoissément la solution. »

« Ils prient instamment le ministre de l'Intérieur de modifier le décret de clôture. »

« Et certes, les auteurs du théâtre Fémina s'assemblent, sur les lieux, à leurs camarades des grands et petits théâtres. »

« Actuellement, les choses demeurent en l'état. Chacun demeure sur ses positions et brandit ses prétentions. »

« Les artistes engagés pour jouer la revue qui devait faire l'ouverture, attendent angoissément la solution. »

« Ils prient instamment le ministre de l'Intérieur de modifier le décret de clôture. »

« Et certes, les auteurs du théâtre Fémina s'assemblent, sur les lieux, à leurs camarades des grands et petits théâtres. »

« Actuellement, les choses demeurent en l'état. Chacun demeure sur ses positions et brandit ses prétentions. »

« Les artistes engagés pour jouer la revue qui devait faire l'ouverture, attendent angoissément la solution. »

« Ils prient instamment le ministre de l'Intérieur de modifier le décret de clôture. »

« Et certes, les auteurs du théâtre Fémina s'assemblent, sur les lieux, à leurs camarades des grands et petits théâtres. »

« Actuellement, les choses demeurent en l'état. Chacun demeure sur ses positions et brandit ses prétentions. »

Le ROI DE L'AIR aux Variétés

JEUDI PROCHAIN

C'est encore une pièce anglaise que M. Max Dearly vient de monter.

Ne croyez pas que la mise en scène péruvienne des œuvres théâtrales britanniques soit chez M. Max Dearly, la conséquence d'un vœu.

Peut-être le fantaisiste comédien a-t-il penché pour l'humour de nos alliés. C'est possible. Mais, le comédien disparaît devant le directeur et Max Dearly-directeur est qui seules les pièces gaies font reculer.

Comme les auteurs contemporains s'abstiennent d'écrire ou, pour le moins, attention des droits plus rémunérateurs pour dévoiler leurs œuvres nouvelles, les directeurs en sont réduits, ou bien à reprendre des succès consacrés, ou bien à emprunter à la littérature étrangère actuelle ses meilleurs échantillons.

M. Max Dearly a choisi une pièce américaine « Aviator », il l'a confiée à M. Maurice Hennequin, qui en a fait le « Roi de l'Air ».

Le Roi de l'Air, c'est un aviateur d'avant la guerre, un jeune sportman, turbulent, fantasque, enjoué, qui se débat parmi des aventures orolément compliquées. C'est Max Dearly.

Sa « compagnie » comprend Mlle Jane Saint-Bonnet qui s'est enfin décidée à passer le « canal », MM. Reschal, Landrin, Feyrière, André Simonet et Mmes Daubray-Joly, Peggy Vere, etc.

Et maintenant, lions-nous du succès puisque ce soir « Le Roi de l'Air » nous transporte, pendant trois actes et quatre tableaux, à New-York. — M. S.

BCHOS

Nous nous sommes trop avancés en annonçant la réouverture du Théâtre Fémina, sous l'association directionnelle de M. Richemond et de Mme B. Bazini.

A vrai dire, rien n'est encore moins certain.

La fermeture des théâtres rend perplexes la directrice du Ba-la-Olan.

Elle invoque pour abandonner l'affaire et refuser la signature qu'elle apposa au bas du contrat, un cas de force majeure.

De son côté, M. Richemond tient ferme et prétend obliger sa co-associée à exécuter les engagements acceptés et portés dans l'acte d'association.

Actuellement, les choses demeurent en l'état. Chacun demeure sur ses positions et brandit ses prétentions.

« Les artistes engagés pour jouer la revue qui devait faire l'ouverture, attendent angoissément la solution. »

« Ils prient instamment le ministre de l'Intérieur de modifier le décret de clôture. »

« Et certes, les auteurs du théâtre Fémina s'assemblent, sur les lieux, à leurs camarades des grands et petits théâtres. »

« Actuellement, les choses demeurent en l'état. Chacun demeure sur ses positions et brandit ses prétentions. »

« Les artistes engagés pour jouer la revue qui devait faire l'ouverture, attendent angoissément la solution. »

« Ils prient instamment le ministre de l'Intérieur de modifier le décret de clôture. »

« Et certes, les auteurs du théâtre Fémina s'assemblent, sur les lieux, à leurs camarades des grands et petits théâtres. »

« Actuellement, les choses demeurent en l'état. Chacun demeure sur ses positions et brandit ses prétentions. »

« Les artistes engagés pour jouer la revue qui devait faire l'ouverture, attendent angoissément la solution. »

« Ils prient instamment le ministre de l'Intérieur de modifier le décret de clôture. »

« Et certes, les auteurs du théâtre Fémina s'assemblent, sur les lieux, à leurs camarades des grands et petits théâtres. »

« Actuellement, les choses demeurent en l'état. Chacun demeure sur ses positions et brandit ses prétentions. »

« Les artistes engagés pour jouer la revue qui devait faire l'ouverture, attendent angoissément la solution. »

« Ils prient instamment le ministre de l'Intérieur de modifier le décret de clôture. »

« Et certes, les auteurs du théâtre Fémina s'assemblent, sur les lieux, à leurs camarades des grands et petits théâtres. »

« Actuellement, les choses demeurent en l'état. Chacun demeure sur ses positions et brandit ses prétentions. »

« Les artistes engagés pour jouer la revue qui devait faire l'ouverture, attendent angoissément la solution. »

« Ils prient instamment le ministre de l'Intérieur de modifier le décret de clôture. »

« Et certes, les auteurs du théâtre Fémina s'assemblent, sur les lieux, à leurs camarades des grands et petits théâtres. »